

Facebook et le débat du drapeau en Nouvelle-Calédonie

Léonie Marin

Docteur-Université Paris VIII

leoniemarin@gmail.com

Résumé

L'auteure analyse la mise en scène des échanges médiatisés sur des groupes ciblés de Facebook afin de mieux comprendre le débat autour de la création d'un «drapeau commun» qui fait opposition au drapeau kanak. L'étude des discours et des représentations a permis de saisir la construction d'un «soi digital» kanak qui ouvre la porte à de nouvelles formes d'expression. La Nouvelle-Calédonie est un Pays d'outre-mer français en processus d'autodétermination. Dans ces conditions, les espaces de débat deviennent essentiels, et Internet s'inscrit en ce sens comme un moteur de la construction de micro-sphères publiques.

Facebook et le débat du drapeau en Nouvelle-Calédonie

Introduction

Internet, contrairement aux médias de masse du XXe siècle, permet au lecteur, à l'internaute de devenir un agent médiatique, un producteur de discours médiatisé. Pour cette étude, nous avons considéré les commentaires et l'autoproduction d'internautes sur des groupes ciblés Facebook, un véritable réseau social au sujet du drapeau à choisir pour la Nouvelle-Calédonie. Les internautes se confrontent à cette question qui est au cœur des débats actuels de la société calédonienne engagée dans un processus d'autodétermination. En effet, le point de vue individuel souvent spectaculaire et radical tente de gagner en visibilité, pour faire pression sur les idéologies dominantes des médias classiques. Mais cette manière de s'exprimer vient également bousculer les règles interactionnelles des Kanak.

Au niveau méthodologique, le travail a consisté à archiver de plus de 1000 pages d'échanges médiatisés. Après un an d'analyse de plus de quinze groupes Facebook, nous avons ciblé notre corpus sur six groupes Facebook complémentaires pour étudier leurs productions médiatisées. L'originalité de notre analyse s'est complétée par un terrain de plusieurs mois entre Toulouse et Poitiers, en participant à des manifestations socio-culturelles, une longue enquête de terrain issu de notre thèse.

Nous avons donc aussi effectué un séjour en Nouvelle-Calédonie, conscient de l'importance de nous inscrire dans une démarche ethnographique pour comprendre les interdiscours et interconnaissance des échanges médiatisés. Nous avons recueilli ainsi plus de soixante-dix entretiens. En combinant ces différentes méthodes, la méthode ethnographique et l'analyse des discours et des représentations sur Internet, combinées à la recherche documentaire, nous souhaitons nous éloigner du piège «techniciste» que pouvait présenter l'analyse de notre corpus Web.

Dans cette étude, nous utilisons le cadre de l'interactionnisme au sens goffmanien du terme, car il s'éloigne des approches du dogmatisme positiviste et fonctionnaliste en s'attachant aux situations les plus banales du quotidien, pour en révéler le fonctionnement social. Erving Goffman pratique une micro-sociologie qui n'est pas fondée sur un système ou un sujet, mais sur les processus d'interaction sociale à l'œuvre dans la vie quotidienne. La réalité des interactions médiatisées, matérielles ou numériques, est imbriquée à la vie «réelle», la vie quotidienne et dans l'action. La mise en scène des discours nous permet de comprendre le débat et la construction d'«un soi digital»¹.

Le contexte

Le 24 septembre 1853 représente la date de la prise officielle de possession de l'archipel calédonien par les Français. En 1946, la Nouvelle-Calédonie devient officiellement Territoire d'outre-mer². Depuis la révision constitutionnelle du 8 mars 2003, les territoires d'outre-mer ont changé de statut, devenant des collectivités d'outre-mer (COM). La

¹ Olivier Voirol, «L'intersubjectivation technique : de l'usage à l'adresse. Pour une théorie critique de la culture numérique», in *Communiquer à l'ère numérique. Regards croisés sur la sociologie des usages*. (Paris : Presses des Mines, 2011)

² Cf. Robert Aldrich et John Connell, *France's Overseas Frontier* (Cambridge University Press, 1992).

Nouvelle-Calédonie acquiert ainsi plus d'autonomie, mais les fonctions régaliennes qui comprennent la défense, la police, la justice et le trésor, restent gérées par l'État français. Depuis la loi organique du 27 février 2004, il existe également le statut de Pays d'outre-mer (POM). La Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie en font partie.

L'accord de Nouméa, signé en 1999, confère à la Nouvelle-Calédonie le statut XIII de la Constitution des *Dispositions transitoires relatives à la Nouvelle-Calédonie*³, qui lui garantit un référendum entre 2014 et 2018 afin de connaître l'avenir institutionnel du territoire. Cette histoire donne lieu à des tensions qui se sont traduites par des revendications kanak critiquant notamment ce dispositif institutionnel. Pour faire suite aux objectifs des accords de Nouméa, un «drapeau commun» a été créé par des non-kanak⁴ provoquant une polémique en Nouvelle-Calédonie. L'objectif ici est de faire ressortir la dynamique interactionnelle que peut produire ce débat sur les drapeaux et les changements liés à la prise de parole dans la sphère Internet, et plus précisément avec le dispositif médiatique Facebook. Les échanges médiatisés peuvent ainsi mener à des questions complexes et représentatives de la réalité vécue. La lutte pour le drapeau se transforme en lutte politique, identitaire et symbolique, et devient un objet de conquête. Les échanges sur Internet revivifient les affiliations identitaires, culturelles et politiques pour créer de nouveaux espoirs et de nouveaux pouvoirs porteurs de conflits.

Facebook et le corpus Web

Facebook correspond, sur le plan technique, à un regroupement sur Internet de différents dispositifs: pages Web, courriel, *tchat*⁵, forums de discussion, listes de diffusion. Un profil Facebook peut se comparer à un blog, à la différence que les publications de ses acteurs ne sont visibles que par les «amis» du détenteur du profil, les contacts appartenant à son réseau social (ou liés à ses intérêts). Ce *lieu social d'interactions* se construit dans une temporalité synchrone et asynchrone (ou plutôt synchrone avec une fonction d'historique, d'archivage des données en temps réel), rendant possible la co-présence des interlocuteurs. L'échange médiatisé se construit au rythme des réponses, de la connexion et de la déconnexion des participants. L'interface Facebook possède des outils graphiques relativement simples par rapport à la création d'une page Web, et personnalisables. La fonction (ou mention) «j'aime»⁶ lancée en février 2009, permet en un seul clic d'exprimer que l'on apprécie la publication d'un des membres du réseau de l'internaute. Ces fonctions de partage affichent les champs d'intérêt de l'internaute et font donc partie des éléments qui construisent la présentation de soi s'inscrivant à travers une performance identitaire médiatisée sur Internet. Cette performance de prise de parole a lieu avec les membres d'un groupe Facebook et les interactions médiatisées synchrones et asynchrones autour d'un thème forment une «équipe» au sens goffmanien, c'est-à-dire «un ensemble de personnes dont la coopération très étroite est indispensable au maintien d'une définition donnée de la situation»⁷. L'équipe permet d'analyser la représentation individuelle à l'intérieur des interactions globales. De cette manière, nous pouvons étudier autant le groupe, l'équipe que l'individu. Les interactions des membres d'une

³ Source: <http://www.assemblee-nationale.fr/connaissance/constitution.asp>

⁴ Voir annexe 1 : *Présentation des projets de «drapeau commun»*.

⁵ *Tchat* correspond à l'acte de communiquer textuellement et en temps réel sur l'internet.

⁶ Il est à noter qu'après avoir cliqué «j'aime», il est possible de cliquer «je n'aime plus». L'interface ici s'adapte donc au changement d'avis.

⁷ Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne*. p. 102.

équipe produisent alors des situations spécifiques et ceux-ci vivent une relation étroite durant les échanges médiatisés.

La page de Convergence pays est gérée par l'ancien président de cette association. Avec plus de 5200 «amis», cette page représente un haut lieu de débats sur les questions sociales et politiques de la Nouvelle-Calédonie concernant l'engagement loyaliste et en faveur du drapeau commun. Malgré son positionnement politique, un bon nombre des membres de cette page sont Kanak. En l'occurrence, ceux-ci participent aux échanges médiatisés et tentent de faire valoir leurs revendications dans cet univers loyaliste. Nous avons également pris en compte le groupe Facebook Radio Djiido⁸ avec plus de 1200 membres, et de nombreux échanges au quotidien qui reflètent une participation engagée à caractère indépendantiste.

L'internaute, sur Facebook, a accès à un fil d'actualité constitué par les publications de ses «amis» et des groupes qu'il a choisis. Le contenu peut être commenté, partagé par d'autres «amis» et apprécié avec la fonction «j'aime». De plus, plusieurs informations sont accessibles concernant le profil de l'individu: date de naissance, courriel, adresse postale, lieu d'habitation, originaire de, situation de couple, etc⁹. Il y a aussi tout un panel disponible sur les intérêts professionnels et les divertissements. Ces informations affichées nous ont permis de cerner globalement le profil des internautes kanak. En effet, les internautes kanak proviennent de tous les horizons de la Nouvelle-Calédonie et quelques-uns sont dispersés à travers le monde (mais avec une grande concentration en France).

L'exemple du «drapeau commun» sur Facebook et l'essor d'«un soi digital»

Les ancêtres kanak furent en effet les premiers occupants de l'archipel de Nouvelle-Calédonie, brutalement colonisés par la France à partir de 1853. Aujourd'hui, le territoire devient un réel enjeu concernant la construction d'une néo-citoyenneté¹⁰. En dehors des transferts de compétences, les transferts symboliques sont également à mettre en oeuvre tels que l'hymne, la diplomatie et le drapeau.

L'histoire du drapeau, ces trois dernières années, a pris une ampleur conflictuelle dans la sphère publique en Nouvelle-Calédonie. L'accord de Nouméa signé en 1998 pour la création du «destin commun» stipule que des «symboles identitaires», dont l'hymne et le drapeau, doivent être choisis conjointement afin de fonder une citoyenneté respectant l'«identité kanak et le futur partagé entre tous»¹¹.

⁸ Le groupe Radio Djiido a été créé par son directeur. «Djiido est une radio pluraliste; les programmes sont d'ordre divers : politique, culturel, éducatif, social, économique et religieux. Elle traite de la société calédonienne dans sa globalité : un fait particulier décrit et commenté ne peut être compris et appréhendé s'il n'est pas traité et replacé dans un contexte bien précis.» Les informations publiées traitent de différents sujets et plus particulièrement dénoncent les situations inégales de la Nouvelle-Calédonie mais aussi du monde. Les interactions médiatisées sont également porteuses de plusieurs revendications kanak.

⁹ Nous tenons à préciser que nous n'avons pas analysé les lieux fermés sur Facebook comme les messageries privées et les *chats*.

¹⁰ Marie Saltin, Jacques Vernaudo, «La citoyenneté comme horizon. Destin commun, demande sociale et décolonisation de l'école en Nouvelle-Calédonie aujourd'hui», *Anthropologie et Sociétés*, volume 33, no 3, 2009 : 63-80.

¹¹ «Accord sur la Nouvelle-Calédonie signé à Nouméa le 5 mai 1998».

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000555817>

Cependant, dans l'histoire contemporaine kanak, le leader du FLNKS, Jean-Marie Tjibaou¹² a créé le drapeau de la «République de Kanaky», dont les politiques kanak indépendantistes tiennent à ce que ce soit le futur drapeau du pays à construire. Outre le côté politique, le drapeau kanak peut susciter, même chez les non indépendantistes, un sentiment d'appartenance très fort pour les Kanak. Le choix de ce drapeau aura certainement une influence sur les imaginaires sociaux de la Nouvelle-Calédonie, puisqu'il manifeste consciemment tout un pan de la mémoire sociétale. C'est ce qu'exprime un Kanak qui travaille au gouvernement:

Nous, le drapeau, c'est presque charnel. Parce que quand on a lutté pour ce drapeau, on a perdu beaucoup des nôtres, des clans, des terres qui ont été exploitées, des insurrections qui ont été réprimées dans le sang. Donc le rouge du drapeau on ne pourra pas l'enlever, du vert de l'espoir, du bleu de la souveraineté, du jaune du soleil et la flèche faïtière du kanak. Et ça veut dire quelqu'un du pays, quelqu'un d'authentique, quelqu'un qui a une histoire, quelqu'un qui a une valeur et quelqu'un qui a une spiritualité¹³.



Avec le temps, une fabrication identitaire s'est construite autour de ce drapeau, l'associant à la «survie» kanak. Mais en réalité, le drapeau ici devient une volonté de créer une présence kanak à travers son expression culturelle et socio-politique pour mettre en œuvre un espace mémoriel fort d'enjeux contemporains. Ce débat est d'ailleurs particulièrement présent dans les pages de notre corpus Web Facebook.

Ce témoignage sur le drapeau démontre comment «la société est particulièrement sujette à l'influence des symboles dans les domaines riches en affectivité qu'est la politique»¹⁴. Les conflits ont ainsi tendance à cristalliser les affiliations politiques et identitaires. Ce qui est particulièrement le cas des échanges médiatisés sur Facebook, car les revendications indépendantistes et loyalistes se confrontent constamment de manière idéologique. Cependant, ce conflit représente une façon d'exister. L'émotion devient une substance et transcende les individus, mais le sentiment émotionnel peut également permettre une ouverture d'esprit. Malgré les multiples confrontations dans les échanges concernant le processus d'autodétermination, une mise en contact a lieu, au cours de laquelle l'échange se développe entre les groupes politiques essayant d'articuler un débat. Cependant, la passion et le dilettantisme génèrent une absence de nuance dans l'expression, ce qui n'est pas le cas des interactions kanak dans la vie quotidienne. En effet, les valeurs coutumières s'hybrident avec les valeurs portées par la «modernité» comme celle d'une liberté d'expression souveraine aux conditions et à l'environnement de la prise de parole. De

¹² Jean-Marie Tjibaou est une figure marquante de la Nouvelle-Calédonie. Il a été à la tête du mouvement culturel en charge de l'organisation Mélanésia 2000 en 1975. Il est directeur de l'Union calédonienne (UC) et sera élu, en 1977, maire de Hienghène et vice-président de l'Union Calédonienne. En décembre 1984, il est nommé chef du FLNKS et devra négocier les processus de paix avec la signature des accords. Il signe, en juin 1988, les accords de Matignon qui font entrer la Nouvelle-Calédonie dans un processus d'autodétermination, ce qui provoque la colère de Kanak indépendantistes, dont Djubelli Wéa. Il est assassiné par ce dernier, à l'âge de 53 ans, lors de la commémoration du deuil des victimes de l'attaque de la grotte de Gossanah.

¹³ Entretien réalisé le 9 juillet 2010 à Nouméa.

¹⁴ Edward Sapir, *Anthropologie. Culture et personnalité*, p. 19.

nouvelles pratiques de communication prennent forme et celles-ci, sur Internet peuvent être accompagnées d'images symboliques.

Par exemple, dans sa fonction symbolique, la flèche faïtière orne le toit des grandes cases cérémonielles, car elle représente l'ancêtre fondateur d'un clan. Elle affiche le passage entre le monde des morts et des vivants. Depuis 1984, elle est aussi le symbole du drapeau de la Kanaky. Elle devient alors une fonction politique et dévoile d'autres sens. Subséquemment, l'image de la flèche faïtière va se démultiplier dans la sphère publique et Internet, acquérant une grande visibilité. De plus, le drapeau de la Kanaky est souvent utilisé à titre d'identification visuelle de l'internaute (photo de profil).

Les images et les émotions accompagnent des rêves qui s'affichent au sein d'une mise en scène des échanges médiatisés. Mais les émotions entraînent aussi l'utilisation d'un langage direct et la présence du mépris, des blasphèmes construisant une barrière à l'échange. Les échanges médiatisés des Kanak et des Calédoniens sur Facebook s'inscrivent ainsi dans une «culture émotiviste», c'est-à-dire que «le soi spécifiquement moderne ne trouve pas de limite dans l'affirmation de ses jugements écartant les critères rationnels d'évaluation»¹⁵. Dans cette «culture émotiviste», un phénomène de surenchère identitaire se fait voir. Cependant, il ne faut pas oublier que concernant les "réactions spontanées" au sujet d'Internet: «Il faut se garder de tomber dans la surinterprétation en attribuant une valeur militante à toute prise de parole en ligne, aussi anodine soit-elle. Bien sûr, il faut prendre en compte le contexte politique et notamment la peur de la répression qui peut conduire les militants à choisir ce répertoire d'expression plutôt qu'un autre»¹⁶. Néanmoins, Internet est définitivement propice à des formes de participation basées sur les émotions telles que l'indignation avec le témoignage individuel¹⁷.

Ce témoignage individuel devient possible pour les Kanak sur Facebook parce que ce dispositif médiatique conduit à prendre la parole de manière individuelle et à son propre nom. Par exemple, la jeunesse kanak profite de cette espace d'expression pour faire valoir leurs opinions. En effet, en groupe ou seuls, ils préconisent le principe de liberté individuelle en remettant en cause les valeurs de l'autorité, mais cela, davantage dans des espaces circonscrits à ce type d'expression, tel que Facebook.

Il ressort donc pour les Kanaks, cette possibilité de « libération » de la prise de parole qu'ouvre internet. De plus, internet semble représenter dans leur conception « un autre monde ». Selon les jeunes Kanaks interviewés, dans la « vraie vie » (pour employer leur mot), ceux-ci sont obligés de faire face aux acteurs de la société coutumière et de les respecter. *A contrario*, sur internet, ils choisissent à qui répondre ou non, alors que pour les interactions sociales de la vie quotidienne, l'obligation de répondre s'impose.

Pour les kanak interviewés en France, cette liberté serait apportée non seulement par le fait d'utiliser Facebook, mais aussi par le fait d'être loin de leur île :

¹⁵ Alasdair Chalmers MacIntyre, *Après la vertu: étude de théorie morale*, trad. par Laurent Bury, Léviathan (Paris: Presses universitaires de France, 1997). p. 33.

¹⁶ Séverine Arsène, «Les réactions *spontanées* sur Internet. Le contexte autoritaire comme renversement de perspective sur des formes problématiques d'action collective». Congrès AFSP Strasbourg 2011, Section thématique 48 «Que font les terrains autoritaires aux théories de l'action collection?».

<http://www.afsp.info/congres2011/sectionsthematiques/st48/st48arsene.pdf>

¹⁷ Dominique Cardon, *Démocratie Internet : promesses et limites*, (Paris : Seuil, 2010).

Le fait que je sois parti en métropole et par le biais d'internet, il y a des choses que j'exprime maintenant mieux qu'auparavant, à partir d'ici que quand j'étais au pays, en Nouvelle-Calédonie¹⁸.

L'autocensure représente un phénomène insulaire omniprésent qui est relié au *pouvoir-choisir* et au *pouvoir-faire*. La communication médiatisée sur internet aurait tendance, de par la formation de ses usages (lesquels peuvent dépendre de ses interfaces), à libérer partiellement les acteurs de ce phénomène.

Des femmes kanak ont également «appris» à prendre la parole dans la sphère publique, obtenant ainsi une plus grande liberté et davantage de respect. Graduellement, elles ont investi le monde du travail et accédé à des postes de responsabilité politique. Dès les années 1970, des femmes politiques comme Dewé Gorodey ont ouvert «un débat sur la place des femmes»¹⁹. Leurs implications politiques et sociales les ont poussées à prendre la parole dans la sphère publique et à médiatiser leurs opinions sous différentes formes de communication, les obligeant à outrepasser l'ordre interactionnel coutumier. Nos interlocutrices kanak nous ont avoué éprouver de moins en moins de difficultés à s'exprimer, notamment sur Internet, pour diffuser de l'information et critiquer des situations politiques et sociales en lien avec leurs champs d'intérêt. Par exemple, nous avons pu remarquer que sur la liste de discussion yahoo «Kanaky online» au début de sa création (1999), très peu de femmes prenaient la parole écrite, alors qu'aujourd'hui, elles sont plus nombreuses, notamment autour de la problématique du drapeau.

L'exemple ici des différents acteurs kanak de la prise de parole sur Facebook démontre la construction d'une identité numérique, celle que Olivier Voirol nomme le «soi digital» prenant en compte «des formes contemporaines d'intersubjectivité liées à la *technologisation* de l'interaction et à la *numérisation* croissante de la culture et de la communication»²⁰. Dans le cas de notre étude et selon le témoignage de nos interlocuteurs, Facebook permet d'accroître une liberté d'expression en pouvant prendre la parole devant des acteurs par exemple politique et familiaux qui dans la vie quotidienne, ne peuvent le faire. Ensuite, les pratiques d'intersubjectivité²¹ des jeunes et des femmes kanak, permet de «démultiplier le sens de soi par l'accroissement des possibilités d'action et d'interaction avec des interfaces techniques et avec autrui; elle rend ainsi possible une participation à la culture publique». Cette ouverture à la démultiplication de soi permet, dans le cas des internautes kanak, de prendre part à des débats qui autrement peuvent être envisagés de manière complexe dans la sphère publique classique pour le respect de respect des règles interactionnelles de la société (autocensure, coutume, statut, etc.). Ainsi le rôle que peut permettre le dispositif médiatique Facebook à l'internaute kanak ne se limite pas au simple phénomène de relayer l'information, mais également de participer aux débats sociaux, comme celui du choix des signes identitaires.

18. Entretien réalisé à Nouméa le 12 août 2010.

19 Participant à une conférence de préparation à Suva, puis à la conférence mondiale des femmes à Mexico organisée par l'ONU. Christine Salomon et Christine Hamelin, «Vers un changement des normes de genre», in *La Nouvelle Calédonie, vers un destin commun?*, sous la direction d'Elsa Faugère et Isabelle Merle (Paris : Karthala, 2010). p. 214.

20 Olivier Voirol, «L'intersubjectivité technique : de l'usage à l'adresse. Pour une théorie critique de la culture numérique», in *Communiquer à l'ère numérique. Regards croisés sur la sociologie des usages*. (Paris : Presses des Mines, 2011), p.150.

21 Nous désignons les pratiques d'intersubjectivité comme une relation entre deux sujets qui prennent en compte leur échange dans la connaissance de l'un et l'autre (aspect cognitif) que dans le contenu (l'action réciproque). Edmund Husserl, *Méditations cartésiennes*, trad. E. Levinas. Paris (Vrin), ([1931] 1953).

Le dispositif médiatique Facebook : la possibilité d'une visibilité individuelle

Le cadrage spécifique et multi-médiatique de la participation aux différents débats sur Facebook organisent les interactions médiatisées et les médiations tout en mettant en lumière l'opinion individuelle. Nous pouvons ainsi constater qu'à travers les réseaux sociaux, de plus en plus, la problématique de visibilité prend le dessus sur celle de la coexistence. En effet, les internautes (de manière générale) cherchent à avoir le maximum de visibilité dans le but de faire entendre leur message peu importe à quel groupe ils appartiennent : politique, social ou culturel. Ainsi, en se détachant de son groupe d'appartenance et de son statut personnel, le dispositif médiatique Facebook déconfigure la relation de visibilité notamment en atténuant la possibilité d'une «communication dominante» et la «communication subordonnée» au sens de Goffman. En effet, la communication subordonnée se définit comme «une parole équipée et organisée pour former une interférence avec la communication dominante»²² et elle peut prendre plusieurs formes (par exemple, la parole à mi-voix). Sur Facebook, «la position» des interlocuteurs acquiert en visibilité en fonction de la forme et des ressources employées dans les échanges médiatisés. En conséquence, les échanges se focalisent parfois trop souvent sur la forme de communication plutôt que sur le contenu. À ce moment, la violence rentre en jeu, et les émotions sont également médiatisées sous différentes formes (icône, image, écrit, musique, etc.).

Sur Internet, contrairement aux médias traditionnels, le débat emprunte de multiples directions avec la participation divergente des internautes et les pratiques d'intersubjectivité. Néanmoins, cette participation est possible grâce à l'espace dialogique conduisant les internautes à échanger de manière critique les informations publiées et à élaborer une contre-argumentation qui pourrait amener des ouvertures différentes sur les questions sociétales. Jadis, le palimpseste illustre un processus similaire. L'irruption de l'écriture-orale dialogique provoque un phénomène de propagation discursive du débat par une mise en scène spontanée, une réaffirmation, un repositionnement, voire une réécriture de l'histoire.

L'objet des débats particuliers doit donc pouvoir bénéficier des espaces de prise de parole pour arriver à une compréhension des opinions divergentes, spécifiquement dans un contexte d'autodétermination. Un animateur d'une émission de la «1^{ère} Chaîne» de télévision a mentionné un point important du paysage médiatique calédonien: «*Plus on avance vers 2014 et plus on aura besoin d'espace de débat*»²³. Mais la réglementation permet difficilement la création de nouvelles chaînes de télévision et les coupures budgétaires rendent difficile la création de nouveaux programmes.

Par contre, l'accès à l'information et au savoir, notamment sur Internet, a permis aux Kanak de réutiliser l'information sous différentes formes et de la critiquer dans leurs autoproductions médiatisées, ce qui concède à une prise de distance vis-à-vis du rapport traditionnel de domination. Cette situation appuie notre affirmation que Facebook, dans le cas de notre étude, ne sert pas qu'à relayer l'information, mais permet une participation

²² Goffman, Erving. *Façons de parler*. vol. 1. Le Sens commun. Paris: Le Seuil, 1987. p. 143.

²³ Entretien réalisé le 5 août 2011 à Nouméa.

citoyenne, bien qu'ambivalente puisque les opinions des internautes kanak peuvent être mitigées.

Dans le cas de la prise de parole sur Facebook, la visibilité individuelle peut être consciente ou moins consciente. Cette forme de visibilité influence nécessairement le «soi digital» par la médiatisation de son opinion, et les échanges médiatisés qui en découlent qui créent un débat, dans un espace numérique partagé avec des acteurs issus de différents milieux et régions du monde, mais possédant tous une thématique d'action commune. La visibilité de la prise de parole de l'internaute s'engage donc à un niveau individuel, collectif et symbolique. Sur Facebook, la visibilité médiatisée des propos de l'internaute semble être conviée à rester dans un cercle précis de relations lié aux thématiques du pays à construire. Ainsi, l'histoire du «drapeau commun» a permis aux loyalistes de faire valoir leur « défense des valeurs républicaines » et de créer en octobre 2010 la *Fondation républicaine calédonienne*. Le «drapeau commun» a été choisi avec l'aide d'un concours (mai 2004) et sur les pages Facebook telle que *Convergence pays*, nous avons alors remarqué que les kanak indépendantistes se sont violemment indignés contre ce projet, expliquant qu'il était «inimaginable de choisir un drapeau avec ce genre de processus». De l'autre côté, il y avait de nouvelles pages Facebook comme «Le Collectif qui dit OUI à la solution des 2 drapeaux» (drapeau kanak et le drapeau français).

En juillet 2010, le premier ministre François Fillon a présidé une cérémonie hautement symbolique au Haut-Commissariat de la République à Nouméa : la levée des deux drapeaux. Cet événement a déclenché plusieurs débats dans la sphère publique et Internet sur le sujet. Les opinions étaient multiples. Pour les Kanak indépendantistes la levée des deux drapeaux pourrait représenter un autre pas vers la reconnaissance, alors que pour d'autres il n'était pas question que le drapeau flotte à côté du drapeau français. Les commentaires médiatisés sur les pages de notre corpus sont foisonnants, mais des acteurs sociaux peuvent aussi jouer un rôle de médiateur dans la conversation. En effet, afin d'atténuer les acteurs pour le «drapeau commun», parfois, dans le débat un acteur kanak peut sembler projeter une discussion sur un «drapeau commun», comme le mentionne un Kanak le 4 août 2010:



L'autre succès de ce double est d'avoir permis d'engager le débat sur l'éventualité d'un drapeau commun. Nous sommes tous d'accord pour un drapeau, mais commun par rapport à quoi?... sur des signes identitaires? Mais quelle identité?...est ce que la question identitaire va permettre de mettre du sens commun ou de bon sens commun? Au sein du peuple KANAK nous avons résolu la question du drapeau en nous mettant d'accord sur le sens (politique) commun.

Les contributions défaitistes font aussi parties des débats comme celle d'une Calédonienne qui exprime le 4 août 2012 :

Enfin, arrêtons cette hypocrisie dans ce Pays, on a toujours vécu les UNS à côté des AUTRES, pas les uns AVEC les autres. Chacun reste de son côté. Pas étonnant qu'un signe identitaire à trouver tel qu'un drapeau commun semble être une étape insolvable et que certains préfèrent se réfugier sous la solution des 2 drapeaux pour ne pas avoir à partager avec l'autre. L'histoire se répète.

Malgré la proximité sociale des interlocuteurs et donc d'une bonne compréhension de la situation et des éléments de références, il est plutôt rare de pouvoir y constater des ententes, ou des concertations. En bref, les échanges médiatisés forment ces débats autour du drapeau donnent une visibilité à la contre-argumentation, au découragement et au tourment. Est-ce que nous pourrions ainsi nommer ce phénomène d'échange comme un débat ou plutôt reste-t-il une série de revendications médiatisées?

Conclusion

En effectuant une étude précise avec le cas du drapeau en Nouvelle-Calédonie, nous avons pu comprendre la construction du «soi digital» kanak qui contourne les règles interactionnelles de la prise de parole dans la vie quotidienne, plus précisément pour les jeunes et les femmes. Cette conclusion peut être possible grâce à l'analyse des pratiques de communication hors ligne et *online*, car la production de la co-identification se réfère nécessairement à un savoir local.

Dans le contexte d'autodétermination qui caractérise la Nouvelle-Calédonie à l'heure actuelle, les discours médiatisés reflètent des changements sociaux qui amplifient également d'autres conflits, comme ceux sur le plan foncier, social, ethnique, politique et économique. Le pays rêvé devient alors un formidable terrain d'observation de ces changements. Les débats spontanés munis de médiateurs improvisés qui se forment par les échanges médiatisés sur Facebook nous ont permis de saisir les imaginaires sociaux des peuples de Nouvelle-Calédonie. Plus précisément, pour les Kanak, nous avons compris comment ce dispositif médiatique peut, dans un aspect symbolique, technique et pratique, modifier des pratiques communicationnelles et faciliter la prise de parole. Ainsi, de multiples conflits éclatent, en lien avec la réalité vécue, créant des espaces de débat parallèle et des rencontres interculturelles, donc des micro-sphères publiques en construction. Pour l'instant, nous ne pouvons pas confirmer l'hypothèse qu'il y a un véritable débat sur les thématiques importantes qui concernent le pays à construire, mais plutôt un affrontement de revendications médiatisées qui donnent néanmoins un aperçu des différentes opinions en présence de l'Autre.

Bibliographie

Aldrich Robert, Connell. John. *France's Overseas Frontier* (Cambridge University Press, 1992).

Alasdair Chalmers MacIntyre, *Après la vertu: étude de théorie morale*, trad. par Laurent Bury, Léviathan (Paris: Presses universitaires de France, 1997).

Bensa, Alban., Freyss, Jean. « La société kanak est-elle soluble dans l'argent... ? » *Terrain*, n° 23 (mars 15, 2010): 11-26.

Séverine Arsène, «Les réactions *spontanées* sur Internet. Le contexte autoritaire comme renversement de perspective sur des formes problématiques d'action collective». Congrès AFSP Strasbourg 2011, Section thématique 48 «Que font les terrains autoritaires aux théories de l'action collective?».

Dominique Cardon, *Démocratie Internet : promesses et limites*, Paris : Seuil, 2010.

Goffman, Erving. *Façons de parler*. vol. 1. Le Sens commun. Paris: Le Seuil, 1987.

Edmund Husserl, *Méditations cartésiennes*, trad. E. Levinas. Paris :Vrin, [1931] 1953.

Salün, Marie, Vernaudeau, Jacques., «La citoyenneté comme horizon. Destin commun, demande sociale et décolonisation de l'école en Nouvelle-Calédonie aujourd'hui», *Anthropologie et Sociétés*, volume 33, no 3, 2009 : 63-80.

Salomon, Christine, Hamelin Christine. «Vers un changement des normes de genre», in *La Nouvelle Calédonie, vers un destin commun?*, sous la direction d'Elsa Faugère et Isabelle Merle (Paris : Karthala, 2010).

Sapir, Edward. *Anthropologie. Culture et personnalité*. Paris : Éditions Minuit, 1921.

Voirol, Olivier. «L'intersubjectivation technique : de l'usage à l'adresse. Pour une théorie critique de la culture numérique», in *Communiquer à l'ère numérique. Regards croisés sur la sociologie des usages*. (Paris : Presses des Mines, 2011)

«Accord sur la Nouvelle-Calédonie signé à Nouméa le 5 mai 1998».

Source :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000555817>